

Les Soviets et le désarmement

Autor(en): **Combe, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Neue Schweizer Rundschau**

Band (Jahr): - **(1928)**

Heft 1

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-759644>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les Soviets et le désarmement

par Ed. Combe

La S. d. N., héritière de l'ancienne diplomatie, en a conservé les traditions de courtoisie. Elle a bien fait; il est certain que l'on facilite de la sorte les rapports entre Etats et que l'on sert la cause de la paix, qui est la raison d'être de la S. d. N. On en a eu la preuve à diverses reprises lorsque des négociations difficiles se sont effectuées autour de la table du Conseil, sans que, même aux moments les plus passionnants, les intéressés élèvent la voix ou se laissent entraîner à perdre leur sangfroid. La règle s'est même un jour trouvée confirmée de façon éclatante par son exception, alors qu'un représentant de la Lithuanie quitta la séance en claquant les portes après avoir copieusement frappé du poing sur la table. Le contraste entre cette attitude dépourvue de dignité et la calme olympien de tout le reste du Conseil m'est resté gravé dans la mémoire comme une instructive leçon de choses. Surtout qu'en l'occurrence il s'agissait d'une question en somme secondaire: le droit de pétition au Conseil des minorités ethniques.

Cette atmosphère calme et sereine des séances du Conseil de la S. d. N. influe sur tous ceux qui y comparaissent comme parties à un litige d'une façon bienfaisante. Est-ce à elle, ou aux dernières élections, qu'il faut attribuer le changement de ton de M. Sahm, président du Sénat de Dantzig, devenu tout-à-coup si conciliant après s'être montré si longtemps irréductible?

Toujours est-il que la récente session de la Commission préparatoire de la Conférence de désarmement, qui précéda immédiatement la dernière session du Conseil, a eu lieu avec la participation d'une délégation du gouvernement soviétique et que le ton usuel à ce genre de réunions s'est aussitôt imposé aux délégués rouges, lesquels se sont comportés de façon irréprochable. Les séances avaient lieu dans la fameuse « salle F », où furent signés les protocoles assurant le redressement financier de l'Autriche; l'opinion publique était présente, séparée de la Commission par une simple barrière et représentée par une centaine de correspondants de journaux. La solennité du lieu, l'évident sérieux, l'incontestable bonne foi de tous les membres de la Commission,

ne purent autrement qu'impressionner MM. Litvinoff, Lounatcharsky et Pougatcheff, et ils seront rentrés à Moscou emportant l'impression que les gouvernements bourgeois ne sont pas si méchants que la presse bolchéviste le proclame, et qu'il est possible de causer avec eux, de collaborer avec eux au besoin dans un but d'intérêt mondial.

Cette courtoisie des diplomates bourgeois a peut-être même, dans le cas qui nous occupe, été poussée un peu loin, puisqu'elle a empêché de dire aux délégués soviétiques quelques vérités évidentes et qui n'eussent sans doute pas été inutiles. Que proposaient les Russes, en effet? Un désarmement total et immédiat, à opérer en quatre étapes et devant être achevé au bout de quatre ans. Absurde! direz-vous, et c'est bien se moquer du monde. Pourtant personne ne s'est permis de le dire aussi crûment.

Je ne suis pas d'avis qu'il eût été indiqué de tourner pareille proposition en ridicule. Je pense par contre qu'il eût été bon de relever immédiatement ce qu'elle avait d'impertinent et de manifestement hypocrite.

Car enfin – et c'est là le point essentiel de mon argument – s'il est un pays pour qui il est absolument impossible d'appliquer pareil programme, c'est l'U.R.S.S. Plusieurs des pays représentés à la Commission préparatoire auraient pu à la rigueur souscrire au programme de M. Litvinoff. Lui-même ne le pouvait pas avec sincérité. Il le pouvait moins que n'importe lequel des États bourgeois dont il sollicitait l'adhésion. Moins même que les puissances coloniales, à qui cependant l'entretien d'une certaine quantité de troupes est indispensable pour maintenir dans l'obéissance des populations indigènes encore à l'état sauvage.

Or les membres de la Commission sont si polis que pas un d'entre eux ne s'est permis de le dire à M. Litvinoff.

N'étant pas membre de la Commission je me permettrai de faire ce que ces messieurs ont omis.

La Russie révolutionnaire ne peut pas supprimer l'armée rouge pour une quantité de raisons. La première – qui pourrait me dispenser d'évoquer les autres – est que le régime soviétique est la dictature d'une minorité dont la puissance repose tout entière sur l'armée. Supprimez l'armée rouge et le régime s'effondre comme un pantin suspendu à un clou lorsqu'on coupe la ficelle qui le soutient. Ceci est certain, mais sera néanmoins contesté; les communistes affirmeront contre l'évidence que le régime bolchéviste est si fortement établi dans

l'U.R.S.S. qu'il serait capable de se maintenir même sans l'appui de l'armée.

Pour leur faire plaisir, nous admettons que cela soit vrai pour la Grande Russie. Ça ne l'est sûrement pas pour la Géorgie, ni pour l'Azerbeïdjan. Il n'est pas un Russe sincère qui ne convienne que le régime de ces soi-disant républiques soviétiques est celui de l'occupation militaire et qu'il ne survivrait pas une heure au retrait de la force armée.

Il en est vraisemblablement de même pour l'Ukraine, ou Petite Russie, laquelle, nonobstant son nom, est aussi importante que la Grande Russie.

Que penser des républiques soviétiques d'Asie? Croit-on que sans l'armée rouge le Turkestan resterait longtemps uni à Moscou?

Mais l'influence russe en Asie est avant tout une question de prestige. Cette influence est considérable à l'heure qu'il est en Perse, en Afghanistan, en Mongolie, en Chine, parce que l'U.R.S.S. y apparaît très forte, armée jusqu'aux dents, capable de jeter d'un instant à l'autre dans la balance le poids de tout son appareil militaire. Réalisez en Russie le désarmement selon le programme de Litvinoff et le prestige de l'U.R.S.S. en Asie tombe instantanément à zéro.

Que Moscou désarme, cela ne tire pas à grande conséquence à l'ouest, parce qu'en réalité personne, en Europe, n'a envie d'envahir la Russie, et Moscou le sait bien. Il en va tout autrement du côté de l'est: là, la puissance russe est directement en jeu et toute mesure de désarmement se traduit par une perte d'influence. Peut-être le danger d'invasion n'est-il pas plus grand de ce côté que de l'autre, mais une fois désarmée la Russie doit renoncer à toute politique d'expansion au delà de la Caspienne. Et sa politique asiatique a toujours été une politique d'expansion. Sans armée, cette expansion pourrait encore s'exercer en Sibérie, au moins jusqu'au Baïkal, vu le faible peuplement de cette région et le caractère désertique des pays qui la bornent au sud. Au delà du Baïkal, l'expansion sino-japonaise, si rien ne la tient en échec, aurait vite raison de l'expansion slave plus faible de l'ouest.

En proposant à autrui un désarmement qu'ils savaient fort bien ne pouvoir effectuer eux-mêmes, les délégués russes ont donc délibérément commis une fourberie, un acte déloyal. Ont-ils cru qu'ils parviendraient à tromper des hommes aussi fins que les gouvernants de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon? C'est peu probable, et cette surenchère, qu'ils pouvaient se permettre parce

qu'ils connaissent les habitudes de courtoisie de leurs collègues bourgeois, n'avait sans doute qu'un but de propagande intérieure et extérieure. Aux Russes écrasés de charges militaires il fallait pouvoir dire: « Voilà ce que nous proposons et qu'on nous a refusé! » Aux prolétaires de tous les pays, il fallait faire oublier le militarisme soviétique en se prétendant prêt à y renoncer aussitôt que toute menace militaire bourgeoise cesserait de mettre l'U.R.S.S. en péril.

La vérité est tout autre et elle saute aux yeux de quiconque veut se donner la peine de voir: l'U.R.S.S. n'est menacée que de l'intérieur, et si l'armée rouge lui reste indispensable, c'est pour défendre la dictature communiste contre la masse prolétarisée de la Russie non communiste. Cette menace-là n'est pas près de disparaître; elle augmente plutôt de jour en jour, et lorsque surgira l'Homme, le Messie que la Russie attend, le régime actuel, même appuyé sur l'armée rouge, ne pèsera pas lourd.

Le voyage des Russes à Genève n'aura pas été inutile. S'il n'a avancé en rien la cause du désarmement véritable, il a permis des prises de contact intéressantes et qui porteront certainement des fruits. Il aura surtout mis Litvinoff et Lounatcharsky en rapport direct avec la laborieuse ruche du Secrétariat. Les hommes de Moscou auront pu se convaincre du sérieux du travail qui s'y effectue, de la bonne volonté générale qui s'y manifeste; ils seront repartis là-bas avec une opinion profondément modifiée de la S.d.N., et il ne peut en résulter que du bien pour l'avenir de la vie internationale.

M. Rajewsky, chargé par M. Litvinoff de renseigner désormais le Conseil des commissaires sur ce qui se passe à Genève, contribuera, même involontairement, à dissiper certains malentendus et certaines méfiances.

Et lorsque les délégués rouges reviendront, sans doute seront-ils mieux préparés à une collaboration utile avec la S.d.N. L'évolution des rapports extérieurs de l'U.R.S.S. marchera ainsi de front avec l'évolution interne du régime, lequel – c'est le mérite de Staline de l'avoir compris – ne peut durer qu'en se modifiant.

La Russie – c'est la conclusion à laquelle aboutit le prince Charles Antoine de Rohan – est en marche vers la constitution de son élite nouvelle, de cette élite inséparable de la notion même de culture.